



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/100-000-signatures-pour-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°24 > **100 000 signatures pour la pétition nationale "Loi sur l'énergie, changeons de cap"**

1er juin 2004

100 000 signatures pour la pétition nationale "Loi sur l'énergie, changeons de cap"

Le Président de l'Assemblée nationale refuse de les recevoir !

Les députés ont débattu à partir du 18 mai 2004 du projet de loi d'orientation sur l'énergie : un texte bâclé par le gouvernement dans une grande confusion pour tenter de séduire les syndicats d'EDF.

Sept organisations de protection de l'environnement appellent nos dirigeants à une autre ligne de conduite et invitent les parlementaires à choisir une autre ligne d'horizon pour les orientations énergétiques du pays.

Forte de plus de 100 000 signatures, la pétition nationale **"Loi sur l'énergie : changeons de cap"**, lancée l'an dernier par Agir pour l'environnement, les Amis de la Terre France, France Nature Environnement, Greenpeace France, le Réseau Action Climat, le Réseau Sortir du Nucléaire et le WWF France est un succès à cet égard.

Porteuse de trois revendications majeures :

- consommer moins et mieux l'énergie,
- soumettre les marchés énergétiques à des règles sociales et environnementales,
- en finir avec les risques industriels et environnementaux : ni nucléaire ni dérèglement catastrophique du climat, cette pétition montre :
- que les Français ne boudent pas les questions énergétiques et qu'ils s'en préoccupent (contrairement à ce qui peut être dit ici ou là pour tenter des passages en force) ;
- que les Français sont prêts à accepter des efforts de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables, à condition bien sûr que ces efforts permettent de se débarrasser des technologies polluantes et dangereuses pour notre environnement et notre santé.

Or ce n'est pas du tout ce changement de cap que consacre le gouvernement dans son projet de Loi ! Bien au contraire, il cache derrière quelques recommandations cosmétiques sur la nécessaire diversification de notre panier énergétique une volonté farouche de renforcer pour des décennies encore l'hégémonie du nucléaire dans la production d'électricité. Et ce malgré les risques inhérents à cette filière.

Cette fuite en avant absurde est symbolisée par le lancement du nouveau réacteur nucléaire EPR, dont l'urgence n'est aucunement démontrée. De plus, les risques liés à de possibles attentats, à la prolifération de matières nucléaires et aux impacts climatiques sur les centrales (canicules, inondations, tempêtes...) ont été passés sous silence.

Afin d'appeler les Parlementaires à retenir d'autres orientations, les sept organisations n'ont pu remettre les 100 000 signatures le 17 mai 2004 à Jean-Louis Debré (UMP), Président de l'Assemblée nationale, ce dernier ayant refusé de recevoir la délégation d'ONG. Confronté au même refus le lendemain, les pétitions ont finalement été laissées au secrétariat de l'Assemblée nationale. Les organisations dénoncent ce mépris envers les citoyens. Les sept associations constatent que l'expression démocratique sur l'énergie n'est toujours pas envisageable en France. Bien au contraire, le pouvoir s'apprête à lancer sans l'approbation des citoyens, la construction d'un réacteur nucléaire EPR.

Pétition Européenne

Un million d'Européens demandent la sortie du nucléaire.

Une soixantaine d'organisations et de mouvements appartenant à une vingtaine de pays européens ont choisi le 26 avril 2004, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, pour lancer une Campagne Européenne destinée à recueillir un million de signatures contre l'énergie nucléaire. Prévue pour durer un an (jusqu'au 26 avril 2005), son objectif est de recueillir des signatures et d'inviter d'autres organisations à se joindre à la campagne afin de convaincre tous les pays européens de prendre sans attendre les mesures suivantes :

- arrêter ou empêcher la construction de nouveaux réacteurs et installations nucléaires dans l'Union Européenne,
- lancer un plan de sortie du nucléaire au niveau de l'Union Européenne,
- investir massivement dans les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables,
- abroger le traité Euratom qui finance massivement le nucléaire en Europe au moyen de finances publiques.

Seules ces mesures permettront de lutter à la fois contre le péril nucléaire et contre le réchauffement climatique. Le résultat de la pétition sera publié à l'occasion d'un grand événement d'ici le 26 avril 2005.

Merci de signer la pétition sans attendre : <<https://www.atomstopp.com>>

Vous pouvez recevoir une version papier de cette pétition en envoyant une enveloppe timbrée avec votre adresse postale à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04